



BORDEAUX METROPOLE

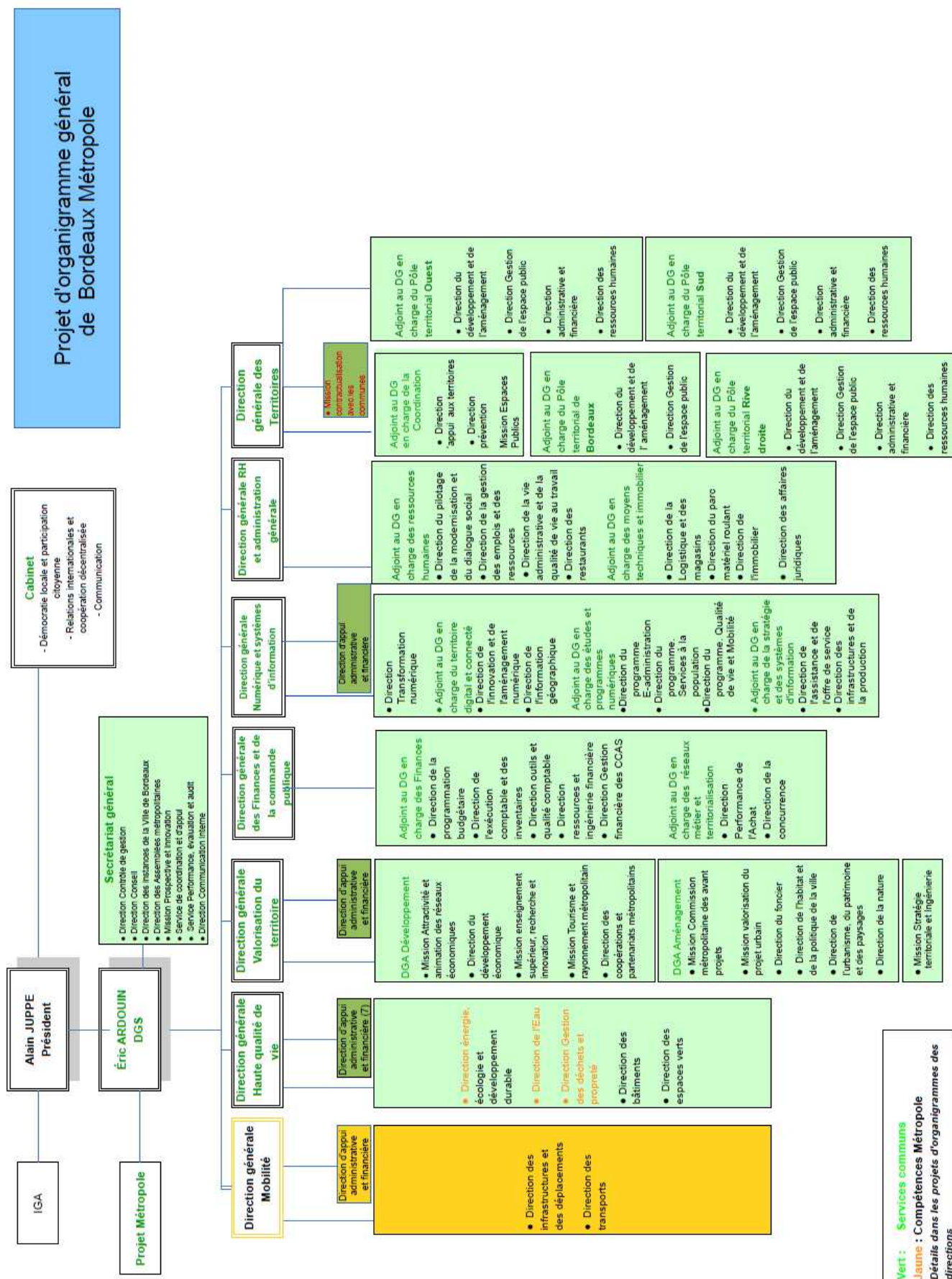
Bordeaux Métropole mode d'emploi

27 communes sur 28 se sont déclarées favorables au schéma de mutualisation et douze d'entre elles - Ambarès et Lagrave, Bordeaux, Blanquefort, Bruges, Le Bouscat, Le Taillan-Médoc, Mérignac, Saint-Aubin-de-Médoc, Floirac, Lormont, Bègles et Pessac - constituent la tête de pont du processus. Ces dernières ont notamment établi la liste des fonctions appelées à intégrer les services communs de la Métropole. A l'horizon du 1^{er} janvier 2016, 2 130 employés communaux sont ainsi appelés à renforcer les services de Bordeaux Métropole, ce qui aura pour effet de porter les effectifs de l'établissement public à près de 5 100 agents.

La mutualisation des services, les transferts et les régularisations de compétence, la territorialisation des services et l'enjeu du développement de services de proximité comme corollaire à la mutualisation, constituent les trois piliers de ce processus de mise en place de la métropole. Les élus approuvent dans ce cadre un document qui précise la répartition des activités opérationnelles de la métropole, avant et après transfert de compétences, ainsi que la liste des activités que les communes précédemment citées ont souhaité mutualiser. Il est par ailleurs rappelé que les maires conservent une autorité fonctionnelle sur les missions confiées à la Métropole et précédemment assurées par des services municipaux ; alors que l'autorité hiérarchique des services est assurée par le président de la Métropole.

Des contrats d'engagement réciproques - Métropole / communes - seront également établis, qui préciseront les objectifs des services mutualisés. Ils seront doublés de conventions détaillant les impacts financiers et organisationnels de la mutualisation. Selon le calendrier prévu, ces différents documents devraient être approuvés par les Conseils municipaux et la Métropole fin 2015. Il est enfin prévu une évaluation annuelle du schéma de mutualisation, les communes ayant par ailleurs la possibilité d'adapter - à la hausse ou à la baisse - le niveau de service souhaité.

Le Conseil approuve enfin le projet d'organigramme général de Bordeaux Métropole. L'organisation proposée se décline en dix entités, placées sous l'autorité du président : le Cabinet, l'Inspection générale de l'administration, le Secrétariat général et sept directions générales (Mobilité, Haute qualité de vie, Valorisation du territoire, Finances et commande publique, Numérique et systèmes d'information, Ressources humaines et administration générale, Territoires).



DEPLACEMENTS

Le lancement de la concertation pour une ligne à haut niveau de service Bordeaux - Saint-Aubin-de-Médoc

Le Conseil de Bordeaux Métropole valide les objectifs d'une ligne de transport en commun à haut niveau de service, reliant le centre de Bordeaux Centre et Saint-Aubin-de-Médoc et décide l'ouverture de la concertation publique ad hoc. Cette future ligne de transports en commun, dont la mise en service est prévue à l'horizon 2018, doit permettre de desservir les communes de Bordeaux, via notamment le quartier Caudéran, Eysines, Le Haillan, Mérignac, Saint-Médard-en-Jalles et Saint-Aubin-de-Médoc. Soit un tracé qui recoupe le fuseau de la Lianes 3+, pour un coût prévisionnel d'investissement chiffré à environ 100 M€. A l'échelle du quadrant nord ouest, ce projet de ligne à haut niveau de service est complémentaire du projet de ligne D, entre Bordeaux et Eysines, dont le prolongement vers Saint-Médard-en-Jalles est à l'étude.

Pour répondre à ses ambitions, Bordeaux Métropole privilégie le Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), à l'instar d'autres grandes villes françaises type Metz, Nantes ou Nîmes... Un outil qui s'avère plus adapté, au regard des études, à la desserte de ce corridor. Le BHNS se présente en effet comme un mode de transport moderne, confortable, accessible, rapide, sécurisé, et capable de répondre au potentiel de voyageurs. Concrètement, le BHNS se distingue du bus classique par ses infrastructures (plate-forme dédiée, station de type tramway...), son matériel spécifique (grand capacité de transport...) et ses conditions d'exploitations (information voyageurs ...).

Via ce projet, Bordeaux Métropole entend poursuivre le développement de son réseau de transports collectif en s'assignant plusieurs objectifs, dont le développement d'un niveau de service élevé en matière d'offre, une desserte complémentaire de celle du tramway des bassins d'emploi du Haillan et de Saint-Médard-en-Jalles, ainsi que de pôles urbains en développement. Dans un contexte budgétaire contraint, ce projet a également l'avantage de présenter une rentabilité économique élevée, il pourrait avoir valeur de test pour le développement de nouvelles lignes de transports.

Le calendrier prévoit une concertation publique entre juin et septembre 2015, une prise de décision sur le tracé définitif fin 2015, un début des travaux sur les réseaux en 2017 pour une mise en service courant 2018. La phase de concertation s'étalera sur au moins 3 mois : un dossier de présentation et des registres dédiés seront à cet effet ouverts dans toutes les mairies concernées par le projet (Bordeaux, Mérignac, Eysines, Le Haillan, Saint-Médard-en-Jalles, Saint-Aubin-de-Médoc), ainsi que différents services de Bordeaux Métropole (direction territoriale Bordeaux et Ouest, direction des Grands Travaux).

Tbc : une hausse modérée de certains titres de transport

Les élus communautaires valident le principe d'une hausse modérée des tarifs Tbc, sachant que l'actuel contrat de délégation du service public des transports autorise une augmentation annuelle de l'ordre de 3 %. Une décision justifiée, aux yeux des élus, par un ratio recettes / dépenses nettement inférieur à celui de nombreux réseaux : 30 % contre 35 à 40 % dans les métropoles comparables. Avec, en jeu dans cette période tendue pour les finances locales, la capacité de Bordeaux Métropole à se donner des marges de manœuvre, pour investir dans le développement de son réseau de transports et l'amélioration du service...

La nouvelle grille tarifaire qui est validée entrera en vigueur le 1^{er} juillet prochain, elle devrait rapporter environ 1,9 M€ de recettes supplémentaires, en année pleine. La ligne directrice des élus consiste, cette année, à faire porter l'effort sur les abonnements : + 4,29 % pour les abonnements annuels comme le Cité Pass qui passe de 35 à 36,50 € / mois (le coût réel de cet abonnement s'élève à 18,25 € / mois pour un salarié) ou le Pass Jeune qui va dorénavant coûter 18,25 € / mois (contre 17,50 € / mois). Différents abonnements mensuels vont également augmenter, c'est le cas du Cité Pass mensuel qui va atteindre 43,50 € / mois (+ 1,6 %). Côté titres occasionnels, le titre 10 voyages passe de 12 à 12,40 € (+ 3,3 %), alors qu'il faudra déboursier 4,60 € (+ 0,30 €) pour le Pass Bordeaux un jour...

ENVIRONNEMENT

Une nouvelle étape pour la prévention des inondations

Les élus métropolitains approuvent le PAPI (Programme d'Action et de Prévention des Inondations) de l'Estuaire de la Gironde pour la période 2016 - 2021. Bordeaux Métropole s'engage dans ce cadre à prendre sa part au financement de ce programme et à engager les actions qui relèvent de sa responsabilité.

Le PAPI, dont la sphère d'influence s'étend de l'Estuaire jusqu'aux communes de Cadaujac et Latresne sur la Garonne, et Saint-Vincent-de-Paul et Cubzac-les-Ponts sur la Dordogne, est élaboré par le Smiddest (Syndicat mixte pour le développement durable de l'Estuaire de la Gironde). Sur le périmètre de l'estuaire, 30 000 personnes habitent un secteur inondable, si l'on se réfère à l'événement de référence « tempête 1999 + 20 cm). A l'échelle de Bordeaux Métropole, ce sont 15 communes qui sont soumises au risque inondation et environ 13 500 ha qui sont situés sous le niveau des plus hautes eaux de la Garonne.

La stratégie de prévention des inondations qui est actée s'articule autour de quatre grands volets : une meilleure prévention et sensibilisation aux risques (qui passe par l'intégration du risque d'inondation dans la pratique de l'urbanisme), une préparation à la gestion de crise, une meilleure protection des zones habitées via le renforcement des digues, la réduction de la vulnérabilité de l'habitat isolé et des zones agricoles inondables.

Le Smiddest continuera d'assurer la coordination des actions des PAPI à l'échelle globale de l'Estuaire, en concertation avec un comité technique dans lequel seront impliqués les services de Bordeaux Métropole. Et pour être complet, Bordeaux Métropole devrait s'investir dans cette démarche à hauteur de 40 M€.

LOGEMENT

Un plan de charge ambitieux pour le logement social

Via la délégation des aides à la pierre, la Communauté urbaine pilote la production de logements locatifs sociaux sur son territoire. Elle instruit les dossiers ad hoc pour le compte de l'Etat, délivre les agréments, établit les conventions avec les organismes bailleurs et fixe les niveaux de loyers, selon la réglementation en vigueur. Sur la période 2015 - 2017, les projections des opérateurs témoignent d'objectifs ambitieux de production de logement : plus de 11 500 agréments demandés sur la période, dont près de 5 750 en 2015 (3 958 logements sociaux agréés en 2014). On rappellera toutefois que ces chiffres ont un caractère plutôt indicatif, l'écart entre le prévisionnel et le réellement agréé allant de 25 à 30 %.

Pour mémoire, Bordeaux Métropole a mobilisé près de 26 M€ de fonds propres, en 2014, au titre des aides à la pierre sur le parc public.

ENVIRONNEMENT

Un plan déchets pour la période 2016 - 2020

Le Conseil approuve les grandes orientations d'un Plan Déchets, qui se décline en 21 actions sur cinq ans. Objectif majeur : une maîtrise de la quantité de déchets produits dans un contexte de forte croissance démographique. Ce plan est évidemment conforme à l'ambition de la démarche « zéro gaspillage zéro déchet », dans laquelle est aujourd'hui investie Bordeaux Métropole. L'essentiel.

. Dans la logique des lois dites « Grenelle 1 et 2 », le document s'engage sur un objectif de réduction de 10 % des déchets ménagers et assimilés produits d'ici 2020. Le maintien des fréquences de collecte est également acté, mais implique de regarder le principe d'une légère augmentation de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM), pour équilibrer le coût de ce service.

. L'expérimentation d'une tarification incitative allant jusqu'à une tarification à blanc est proposée : elle sera mise en œuvre dans deux quartiers ou secteurs représentatifs de différentes typologies d'habitat,

. Côté centre de Bordeaux, c'est plutôt la logique du « sur mesure » qui sera poursuivie : collecte en porte en porte pour les particuliers et professionnels qui peuvent stocker leurs bacs, recherche de locaux de pré-collecte, déploiement de bacs de tri dans les quartiers Saint-Pierre, Saint-Eloi et Saint-Michel, implantation de bacs enterrés lorsque c'est possible...

. Réorganisation des tournées en lien avec l'évolution de la réglementation, mise en service d'un troisième dépôt à Eysines, augmentation des performances de certaines collectes spécifiques (verre, textile, éléments d'ameublement...), mise à l'étude d'une collecte des bio déchets, construction de cinq centres de recyclage et amélioration de la sécurité de l'ensemble de ces équipements, développement d'écopoints, implantation d'une unité de broyage au centre de compostage de la Grande Jaugue à Saint-Médard-en-Jalles qui verra également sa capacité de traitement augmentée, maintien des unités de valorisation énergétique de Cenon et Bègles..., telles sont quelques-unes des propositions concrètes qui sont également avancées dans ce nouveau programme.

VOIRIE

Une participation à l'aménagement du Chemin de la Poudrière à Mérignac

Bordeaux Métropole participera, à hauteur de 100 000 €, aux travaux de rénovation du Chemin de la Poudrière, qui part de Saint-Jean-d'Illac pour se poursuivre sur Mérignac. Selon le scénario retenu, la commune de Saint-Jean-d'Illac assurera la conception globale et la réalisation de cet aménagement globalement estimé à 200 000 €.

EVENEMENTS METROPOLITAINS

Une nouvelle saison pour l'Été Métropolitain

La quatrième édition de l'Été Métropolitain se déroulera du 27 juin au 6 septembre 2015. Cet événement propose d'investir des lieux remarquables et singuliers de la métropole, tout en amplifiant les initiatives portées par les communes. Une vingtaine d'opérations artistiques devraient se dérouler sous cette bannière, grâce à une participation de Bordeaux Métropole estimée à près de 340 000 €.

L'Euro 2016 se prépare

Le Conseil de Bordeaux Métropole valide les modalités d'organisation et d'accompagnement de l'Euro 2016 de football qui se déroulera du 10 juin au 10 juillet 2016 et permettra d'organiser cinq matchs, dont un quart de finale, à Bordeaux. Le plan de coopération entre l'UEFA, EURO 2016 SAS et Bordeaux Métropole prévoit notamment la mise en place d'une « fan zone » (zone de supporters) place des Quinconces, un plan de mobilité pour accéder au stade, un plan de communication pour les visiteurs et un accès à la billetterie. Pour Bordeaux Métropole, cette opération devrait se solder par une dépense comprise entre 2,6 M€ et 3,44 M€, pour un événement dont l'impact économique a été estimé à 126 millions d'euros. Il faut enfin noter que la SAS EURO 2016 versera une contribution de 2 M€ affectée au développement de la pratique du football de proximité, dont une moitié bénéficiera à la ville de Bordeaux et l'autre moitié aux autres communes de la métropole, via un appel à projets dédié.